

heβδο communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

**Pierre Serra
relaxé**
p.6

Précarité étudiante :

une réalité !

p. 4/5

○ **Européennes :**

L'enjeu p.3

○ **Transports :**

Lio, la régie régionale dans les P.-O. p.7

○ **Israël-Palestine**

Plainte pour génocide p.15

2€ - N°4005 - Du 19 au 25 janvier 2024



La vérité sur les salaires



René Granmont

Le remaniement et l'arrivée à Maignon de Gabriel Attal ne changeront rien à la vie de la plupart d'entre nous. Non seulement nombre de ministres, à commencer par Rachida Dati et Catherine Vautrin, viennent des rangs de la droite pure et dure, mais la fusion de ministères essentiels – la Santé avec le Travail, l'Éducation avec les Sports – laisse craindre le pire pour les services publics. Crainte d'autant plus

justifiée que la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra, a dévoilé le fond de sa pensée réactionnaire en justifiant la scolarisation de ses enfants dans un établissement privé. Toutes choses qu'a confirmées la conférence de presse d'Emmanuel Macron. Comme l'a souligné Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, « *le discours de politique générale vient d'être prononcé. Les factures d'électricité vont augmenter, Les prix des médicaments vont augmenter. Mais les salaires, eux, ne vont pas augmenter ! La messe est dite* ». Car, le pouvoir d'achat, première préoccupation des Français, est systématiquement

laissé à l'abandon. Malgré les affirmations du ministre de l'Économie qui assure agir contre la flambée des prix, l'inflation fait des ravages dans les porte-monnaies. Les prix ne cessent de monter, quoi qu'en disent ceux qui confondent volontairement ralentissement de l'augmentation et baisse réelle. La hausse est, pour ces deux dernières années, de plus de 12 %, voire 16 % sur les fruits et légumes et, face à cela, les fiches de paie sont de plus en plus à la traîne. C'est pour relancer le débat sur le pouvoir d'achat que le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a lancé l'opération « *vérité sur les salaires* » en appelant citoyennes et citoyens à lui envoyer leur fiche de paie*. Les premiers retours sont accablants. Le bilan des mandats d'Emmanuel Macron, c'est une généralisation des bas salaires, le nombre de salariés du secteur privé payé au Smic étant passé entre 2021 et 2024 de 12 à 17,3 %, c'est l'explosion du temps partiel, ce sont les travailleurs pauvres ...

En revanche, pour ce qui est des revenus du capital, pas de problèmes. En 2018, les entreprises avaient versé aux actionnaires 51 milliards d'euros. En 2023, le jackpot a été de 97 milliards d'euros ! Comme le résume Fabien Roussel, « *Gabriel Attal porte le bilan de tous les gouvernements Macron : une meilleure rétribution du capital au détriment du travail* ». Et c'est bien cela qui doit changer !

*Le PCF invite les salarié·es à envoyer leur fiche de paie, en masquant nom et informations personnelles et en indiquant leur ancienneté, à l'adresse suivante : salaires@pcf.fr.

Annonces

→ **Journée d'étude de la FCPE 66. Restauration scolaire bio et locale dans les P.-O.**

Samedi 20 janvier dès 8h30 – Lycée agricole de Théza.

→ **Rencontre avec Train-en-Têt**

Samedi 20 janvier à 10h – Salle Gelcen à Prades.

→ **Manifestation contre la loi immigration**

Dimanche 21 janvier à 10h30 – Place de la République à Perpignan.

→ **Rifle des communistes illibériens**

Dimanche 21 janvier à 15h – Salle municipale à Elne.

→ **Assemblée générale de l'Université Populaire du Travailleur Catalan**

Mardi 23 janvier à 17h – 44, avenue de Prades à Perpignan.

→ **Vœux de la fédération du PCF 66**

Jeudi 25 janvier à 18h – Maison des communistes 44, avenue de Prades à Perpignan.

→ **UPTC: La dette publique malédiction ou enjeu politique ?**
Conférence de Denis Durand

Vendredi 26 janvier à 18h30 - 44, avenue de Prades à Perpignan.

→ **Formation « autour de la BCE » avec Denis Durand**

Samedi 27 janvier de 9h – 13h – Maison des communistes 44, avenue de Prades à Perpignan.

→ **Cérémonie de la Retirada**

Dimanche 28 janvier à 9h30 – École de Prats-de-Mollo.

Journal Le Travailleur Catalan
Bulletin d'abonnement

Remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

CHOISISSEZ VOTRE FORMULE

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, av., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : *Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC: abonnements@letc.fr. Tél. 04.68.67.00.88 - Cheque à l'ordre du Travailleur Catalan.*

<input type="checkbox"/> Papier / 6 mois 40€	<input type="checkbox"/> Papier / 1 an 78€	<input type="checkbox"/> Numérique - Papier / 1 an 100€	<input type="checkbox"/> Numérique / 1 an 66€
---	---	--	--

Je règle : par chèque à l'ordre du "Travailleur Catalan"

Date : ____ / ____ / ____ par prélèvement automatique
(joindre un RIB et une autorisation voir au dos)

TAXIS - AMBULANCES - VSL

CABESTANY

AMBULANCES

Ent NUIKA

Toutes Distances

TÉL. 04.68.50.72.35 - FAX. 04 68 66 07 39

Email. cabestany-ambulance-sarl@wanadoo.fr

26, rue Ibn Sinaï dit Avicenne

66330 CABESTANY

*Commune de stationnement Cabestany

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbaut
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos **annonces**
légalés.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Élections européennes

Un enjeu !

Les élections européennes de 2024 se tiendront le 9 juin afin d'élire les 81 députés européens français. Entretien avec Marie-Françoise Sanchez, en charge de ce dossier, responsable du PCF66.

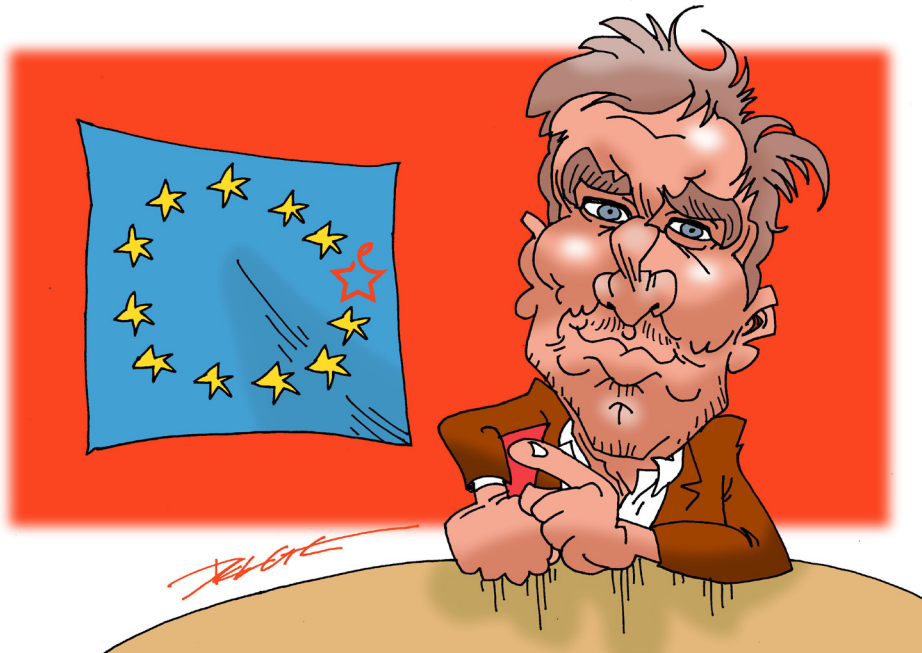
En quoi les élections européennes de juin sont-elles importantes ?

Les élections européennes ont lieu le 9 juin 2024. Les abstentionnistes y sont très nombreux, alors que c'est la seule élection à la proportionnelle ! Chaque voix compte. On peut voter pour ses idées et son candidat sans se culpabiliser ou se demander si ce sera utile !

Quel est l'objectif, l'enjeu de cette élection ?

L'objectif est de reprendre la main, de revenir au Parlement européen et d'y avoir de nombreux députés qui défendent le monde du travail, de l'agriculture et de l'environnement, de la création et le camp de la Paix. C'est de permettre à ceux qui ont dit non au traité constitutionnel, à ceux qui luttent contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires et pensions de s'y retrouver. C'est d'en finir avec les budgets d'austérité qui cassent les services publics au lieu de les développer, qui accentuent la désindustrialisation et les déserts médicaux. C'est construire l'Europe de l'énergie décarbonée au prix de revient. C'est combattre l'Europe du capital. C'est promouvoir un autre projet pour une Europe de peuples libres, souverains et associés et non de peuples concurrents.

Européennes : Deffontaines, on boirait bien de ton U.E. !



Pouvez-vous nous en dire plus sur la constitution de votre liste ?

La constitution de la liste de large rassemblement, proposée par le PCF, conduite par Léon Deffontaines, jeune nordiste de 27 ans et ex secrétaire de la MJCF, et avec l'aide et la noto-

riété de Fabien Roussel, porte témoignage de la volonté du Parti communiste de permettre aux Français de reprendre la main sur leur vie et leur avenir. C'est de l'Europe au quotidien dont il s'agit et non de celle des technocrates.

Propos recueillis par Michèle Devaux

Les candidats déjà connus sur la liste de rassemblement

Sigrid Gérardin, syndicaliste à la FSU dans l'enseignement professionnel pour qui « *l'Europe telle qu'elle est construite contraint les pays membres à mettre en place des budgets austéritaires. On a besoin de perspectives politiques en tant que syndicaliste, si on veut que les revendications du monde du travail se mettent en place quand les lois sont votées.* »

Marylène Faure, syndicaliste à la fédération des mines et énergies de la CGT, décidée à défendre « *la souveraineté énergétique, la relocalisation des activités sur le territoire, le mix nucléaire-énergies renouvelables.* »

Emmanuel Maurel, député européen sortant sur une liste FI, fondateur de la Gauche Républicaine et Socialiste (GRS) qui tient à préciser que « *nous avons toujours défendu la souveraineté énergétique, industrielle, le made in France... ce sont des thèmes largement portés par cette liste.* »

Hélène Bidard, communiste, adjointe à la maire de Paris, en charge de l'égalité femmes-hommes, membre de l'exécutif de la Gauche Européenne qui entend porter une « *voix singulière* » au Parlement européen, celle d'un « *féminisme à vocation universaliste* », étendu à la lutte des classes avec la bataille pour l'égalité salariale.

André Chassaingne, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, un référent en matière de politique agricole commune qui veut apporter son « *expérience sur les sujets qui (le) mobilisent depuis des décennies.* »

Samia Jaber, conseillère municipale et départementale à Belfort, une élue marquée par la désindustrialisation dans sa région, candidate de l'*Engagement* fondé par Arnaud Montebourg, pour qui « *l'industrie, c'est mon cheval de bataille pour cette campagne des européennes.* »

Élections européennes, mode d'emploi

Les élections européennes auront lieu le 9 juin 2024 (le 8 juin sur le continent américain et dans les Caraïbes). Le nombre de sièges est de 720 (705 précédemment) sur la base des plus récentes données démographiques. La France sera représentée par deux eurodéputés supplémentaires, soit 81 députés. La loi de juin 2018 a rétabli, en France, une circonscription électorale unique à la place du découpage en circonscriptions régionales. Les partis ayant obtenu plus de 5% des suffrages bénéficient d'un nombre de sièges proportionnel à leur nombre de voix. Les députés européens sont élus pour cinq ans (au suffrage universel direct à un tour) par pays mais siègent au sein de groupes politiques. Le nombre minimal d'élus par groupe est de 25. Les élus des partis politiques français se répartissent dans six groupes parlementaires européens, sur les sept que compte le Parlement (à quoi s'ajoutent les non-inscrits).

Enseignement supérieur

La précarité étudiante n'est pas une fatalité !

En France, près de 20% des étudiants ne mangent pas à leur faim, selon une étude publiée par la FAGE, premier syndicat étudiant. Ils se voient contraints de sauter en moyenne plus de trois repas par semaine.

Dèche étudiante et malnutrition

Les parties prenantes de l'enseignement supérieur assurent-elles suffisamment leurs missions pour garantir l'égalité des chances et le bien-être étudiant ? C'est pour répondre à cette question que la FAGE a lancé la consultation étudiante « *Bouge Ton CROUS* ».

La Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) est la première organisation étudiante représentative en France. Elle a pour but d'améliorer les conditions de vie et d'études des jeunes. Elle regroupe près de 2 000 associations et syndicats, soit environ 300 000 jeunes.

Le coût de la vie étudiante ne fait qu'augmenter, et avec lui, l'espoir d'un enseignement supérieur accessible à toutes et tous s'éloigne. Incapacité à se loger, se nourrir, salariat, isolement, sont autant d'obstacles auxquels les étudiants sont confrontés au quotidien.

Plus de trois repas sautés chaque semaine

Alors que les files d'attente se multiplient, les associations d'aide alimentaire et les AGORA (épiceries sociales et solidaires de la FAGE) tirent la sonnette d'alarme. Près de 20% des étudiants ne mangent pas à leur faim. Soulignant les bénéfices du repas à 1 euro pour les étudiants boursiers et en grande précarité, le syndicat étudiant demande une nouvelle fois l'élargissement de ce dispositif à tous les étudiants. Car aujourd'hui, malgré un repas à 3,30 euros en moyenne, un étudiant non boursier sur cinq ne s'alimente pas dans les restaurants du CROUS (Centre national des œuvres universitaires et scolaires) car les prix sont trop élevés. Preuve d'un système à bout de souffle. Le coût de la vie étudiante remet aussi en question la qualité de leur alimentation puisque près de la moitié des étudiants n'ont



pas les moyens d'acheter des fruits et légumes frais chaque semaine.

Pour permettre l'accès de tous à l'alimentation, la FAGE demande l'ouverture des restaurants universitaires le soir et le week-end, la mise en place de « *convention de don avec des associations d'aide alimentaire* » et la création de « *la sécurité sociale de l'alimentation, permettant de garantir un droit à l'alimentation pour toutes et tous* ».

Logement, il y a urgence !

Grand défi de chaque rentrée étudiante, les conclusions sur le logement sont elles aussi alarmantes. En France, ce sont près de 3 millions d'étudiantes et étudiants, dont 700 000 boursiers, qui poursuivent leurs études dans l'enseignement supérieur. Pourtant, il n'existe

que 233 000 logements étudiants à caractère social. Une crise sans précédent qui aurait pu être anticipée.

Pour faire face à leurs dépenses, 41% des étudiants qui ont répondu au questionnaire sont contraints d'avoir un travail salarié en parallèle de leurs études.

Alors que la précarité apparaît comme le premier facteur d'échec, il est urgent que le gouvernement tienne ses promesses et transforme structurellement le système d'aides sociales étudiantes, pour ne pas laisser les étudiants sombrer dans la pauvreté et garantir à toutes et tous des conditions de vie et d'études décentes. Ainsi, notre société pourrait se doter d'une génération formée et prête à répondre aux enjeux écologiques et sociaux à venir.

Evelyne Bordet

Le Mouvement des Jeunes communistes de France (MJCF) demande :

La gratuité totale des formations, y compris du matériel demandé.

La création d'un salaire étudiant qui établit un véritable droit aux études afin de permettre à tous les étudiants de vivre dignement.

L'investissement massif dans les services du CROUS :

- La rénovation thermique et structurelle des cités universitaires.
- La construction de 350 000 logements étudiants.

Université

Sus aux étudiants étrangers

La loi immigration, adoptée par le Sénat puis par l'Assemblée nationale le 19 décembre, durcit l'accès des étudiants étrangers aux établissements français.

Beaucoup de présidents d'université jugent ces mesures indignes de notre pays « *elles mettent gravement en danger la stratégie d'attractivité de l'enseignement supérieur et de la recherche française* ». Un avis partagé par la Conférence des grandes écoles qui souligne « *les effets néfastes qu'induirait la loi immigration si elle était promulguée* ».

La caution retour

La loi immigration prévoit que les étudiants étrangers accueillis en France versent une caution « retour » à l'État afin de recevoir leur carte de séjour. Caution qui leur sera restituée au moment où ils quitteront la France ou lorsqu'ils trouveront un contrat de travail. Le montant de cette caution reste à préciser par décret. Déjà des conditions de ressources sont exigées (615 euros par mois et 50 euros de taxe de séjour). Une mesure qui ne passe pas, auprès des présidents d'université notamment. « *L'accès aux connaissances et à la formation ne peut être entravé par des considérations financières si restrictives et sans fondement* », ont ainsi réagi 52 présidents d'universités dans un communiqué publié le 19 décembre. De son côté, France Universités, qui rassemble les dirigeants des universités et établissements d'enseignement supérieur et de recherche, estime qu'« *exiger le dépôt préalable d'une caution retour pour les étudiantes et étudiants désireux de poursuivre leurs études en France va à l'encontre des valeurs de la République et de la tradition multiséculaire d'ouverture au monde de l'université française* ».

Frais d'inscriptions majorés

Les étudiants hors UE devront s'acquitter de 2 770 euros annuels en licence et 3 770 euros en master contre 170 et 243 euros pour les étudiants français. La Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs dénonce « *une sélection par l'argent qui prive la France d'un réel vivier de talents* ». Enfin, les étudiants étrangers seront soumis

à un quota pour s'installer en France une fois leurs études achevées. Quotas fixés par le Parlement.

L'Université, un service public accueillant

Les syndicats de l'enseignement supérieur, des associations et collectifs de défense des droits des personnes étrangères des universités s'opposent fermement à cette nouvelle loi immigration et défendent un enseignement supérieur ouvert. Ils demandent « *la possibilité pour les étudiants exilés d'étudier dans des conditions dignes et justes, des droits équitables entre étudiants étrangers avec ou sans papiers et étudiants français, notamment au regard des aides sociales et du droit au travail, sans discrimination ni marchandisation* ».

Dans toute la France des marches contre la loi immigration sont prévues le dimanche 21 janvier, à Perpignan, 10h30 place de la République.

Jacques Pumaréda



Précarité étudiante en chiffres

Selon une étude sociologique menée, en 2023, auprès de 5 115 étudiants par l'association Linkee (association d'aide alimentaire aux étudiants en France) 91,7% d'entre eux vivent avec moins de 1 000€ par mois et 47% d'entre eux vivent même en dessous de 400€ par mois. Ainsi 76% des étudiants interrogés ont un "reste à vivre" de moins de 100€ par mois, soit l'équivalent de 3,33€ par jour, une fois leurs factures payées.

Une précarité qui se ressent dans l'assiette. Les résultats de l'enquête montrent une « *hausse spectaculaire de la précarité alimentaire* » : 54% des jeunes interrogés sautent des repas pour des raisons financières, contre 43% en 2022.

Plus de sept étudiants sur dix (73%) ne peuvent pas s'acheter de viande et 37% ne peuvent pas acheter de fruit. Du côté des légumes: 23% des sondés disent qu'ils ne peuvent pas en acheter, contre 12% en 2022.

À cause de l'inflation, 30% des étudiants interrogés déclarent avoir besoin de récupérer davantage de colis que l'année dernière.

Quant à l'UNEF, elle précise que le coût de la vie pour les étudiants a augmenté de 6,47% en 2023 (+14,3% pour les produits alimentaires

par rapport à 2022), de même pour les dépenses énergétiques (+10,1% pour l'électricité, +20,7% pour le gaz, +22% pour le gaz naturel).

Michèle Devaux



Justice

Pierre Serra relaxé

Encore une poursuite judiciaire non fondée à l'encontre de Pierre Serra, élu communiste à Vernet-les-bains.

Il est 9h45, une quarantaine de communistes, drapeaux sur l'épaule, des élus, des amis et des proches patientent, depuis 8h30, devant le Palais de justice de Perpignan. C'est alors que Pierre Serra, le visage éclairé par un large sourire, descend les marches. Le résultat ne fait aucun doute. La procédure dressée à son encontre de façon nébuleuse, entachée par nombre de nullités, s'est vue déboutée. Son avocat, maître Béranger Tourné, souligne sur le parvis du Tribunal que « *c'était un mauvais procès, où la matérialité de l'effraction n'existant pas, les autorités sont allées chercher un supplétif d'infraction au code de la route non conforme et non motivé !* » La seule pièce fournie par l'autorité poursuivante est une photographie, où Pierre Serra en tant qu'élu permet à un taxi médicalisé de circuler. Voilà comment une pièce à charge se transforme en pièce à décharge.

Rappelons que Pierre Serra n'était pas organisateur du rassemblement, et ne partageait pas tous ses tenants et aboutissants mais remplissait sa fonction d'élu près du terrain et des citoyens avec le souci du bien public. Probablement une cabale levée contre un élu communiste comme l'a souligné son avocat qui a conclu par cette phrase : « *honneur rendu à monsieur Serra, honneur qu'il n'avait au demeurant pas perdu !* » Pierre Serra a remercié toutes les personnes présentes pour leur soutien. Quant à Aude Vives, élue et témoin de la défense, elle a



Pierre Serra à la sortie du Palais de justice de Perpignan.

regretté qu'une fois de plus, on ait « *gaspillé tant d'argent public pour une évidence* ».

Olivier Patrouix Gracia

Perpignan. Gardez votre vieux monde !

À l'appel du collectif Droits des femmes 66, un rassemblement a eu lieu devant la préfecture contre les violences sexuelles et sexistes.



Jeudi dernier, une centaine de manifestantes et manifestants ont bravé la pluie froide pour se rassembler devant la préfecture afin de défendre les droits des femmes, des enfants et des minorités de genre qui refusent les violences sexistes et sexuelles. Cela à l'appel de *Femmes Solidaires* et du *Collectif Droits des femmes 66*. Il en était de même dans toute la France avec comme mot d'ordre : gardez votre vieux monde, nous en voulons un sans violence sexiste et sexuelle.

Pour les responsables, associative et syndicale qui se sont exprimées lors du rassemblement, la lutte contre le fléau des viols, violences, féminicides, ne doit pas cesser. De même il faut encourager et entendre la parole des victimes, soutenir celles-ci, pour cela, dans notre pays les moyens restent encore largement insuffisants. Ce sont les associations qui assument l'essentiel. Dans ce contexte les mots indécents d'Emmanuel Macron en faveur de Gérard Depardieu ont été vivement critiqués : « *...ce choix assumé de se tenir du côté d'un auteur de violences venant d'un Président de la République, garant des institutions, invalide la parole des plaignantes et entrave le recours à la justice, anéantit leurs espoirs de reconnaissance du préjudice, contrarie leurs tentatives de reconstruction...* » Oui, le vieux monde doit disparaître.

N. G.

La Massane. La marche pour la forêt

Du jamais vu, l'allée centrale du Racou était totalement obstruée : 300 à 400 personnes de tout âge - des militants de la protection de l'environnement, des artistes solidaires, des scientifiques - étaient là pour soutenir Joseph Garrigue, prêt pour son long périple à pied jusqu'à Paris. Celui-ci a pris la parole pour démontrer l'urgence de la situation : des microplastiques dans l'air aux molécules destructrices liées aux traitements sanitaires et pesticides des champs et des animaux, l'environnement est pollué. La faune et la flore souffrent et des espèces disparaissent en grand nombre. Première étape en direction de la sortie nord de Saint-Cyprien. Il y en aura 45. Au bout du voyage, Joseph Garrigue rendra compte aux élus nationaux, portant avec lui les « *45 000 témoignages d'espèces en danger* ».



© Michel Merc

Mobilités

Lio, la régie régionale des transports dans les P.-O.



© Michel Marc

La question des transports collectifs est posée en grand dans le département. Sankéo, pour la communauté Urbaine et Lio pour le reste du territoire sont en responsabilité.

Soumise comme toute autre entreprise au code des marchés, « Lio » est un EPIC - établissement public industriel et commercial - avec une mission de service public et une autorité publique, le conseil régional, qui finance et fixe les priorités et les attentes. Il n'y a donc pas d'actionnaires, ni d'argent privé, ni de recherche de bénéfices. Le président de la Régie, Patrick Cases, élu régional communiste, a répondu à nos questions.

Quelle est l'importance de l'entreprise ?

252 salariés, dont 22 % de femmes, 74 % de conducteurs, 160 véhicules-bus traditionnels, 20 salariés pour les tâches administratives, une quarantaine de médiateurs et contrôleurs au rôle si précieux et 12 mécaniciens spécialisés qui réparent tout, carrossent. Sécurité et élégance exigent. 3 500 interventions par an. Des bâtiments imposants avec un atelier de plus de 800 m² et huit ponts poids lourds, une station de lavage. Il y a un conseil d'administration de 12 membres (la directrice, 6 élus régionaux, 2 représentants du personnel et deux personnalités qualifiées de la Région). Le conseil régional qui a les compétences administratives est l'AOT, l'autorité organisatrice des transports, rail et route. Enfin, il n'y a pas de régies dans tous les départements mais une à Toulouse et la Haute-Garonne, une dans le Tarn et Lio, qui couvre les P.-O. et une partie de l'Aude. Dans les autres départements, les transporteurs sont privés. De plus la régie gère directement la gare routière, avec trois millions de passagers et 120 000 accostages à quai par an.

Qu'en est-il de la mission de service public ?

Chacun connaît l'intérêt que porte la Région au transport collectif. On peut évoquer, dans ce cas, un vrai volontarisme politique. Répondre aux intérêts de chacun et le faire à moindre prix pour les usagers n'est pas chose simple. Les TER sont à un euro et les bus aussi sur les 36 lignes, avec une gratuité totale pour les écoliers en période scolaire, mais aussi toute l'année sur l'ensemble des lignes Lio. Évidemment, il s'agit d'une prestation subventionnée par la Région (26 millions par an pour Lio). Tout n'est pas parfait et nul ne le conteste. Trois éléments retiennent l'attention. Les correspondances avec les trains sont encore à affiner. Les négociations sont permanentes avec la SNCF. Des nouveaux carburants moins polluants sont à l'essai.

Je souhaiterais, pour 2024 rétablir le dialogue entre les deux autorités organisatrices des transports de la Région et de l'Agglo, dans l'intérêt des usagers des transports collectifs.

Propos recueillis par Michel Marc

« Solutions trente », grève massive avant les négociations

Les employés de l'entreprise perpignanaise ont fait grève, massivement. Ils s'opposent à un recul concernant leurs statuts liés à une restructuration.

Peu connue sous ce nom, l'entreprise perpignanaise Sotranasa a rejoint un groupe de dimension nationale et internationale, Solutions 30. Rachetée par ce groupe, elle est désormais filiale, avec d'autres, et l'une des sept entreprises regroupées dans Solutions 30 Sud Ouest (580 salariés) et présente dans sept départements. Spécialisée dans l'assistance numérique, les compteurs intelligents, la 5G, les compteurs Linky, le déploiement de fibre optique, Solutions 30, basé au Luxembourg, s'est donc positionnée dans le sud de la France. L'entreprise répond aux commandes des collectivités et de clients majeurs tels Orange, Enedis, GRDF, Véolia et des nouveaux industriels dans le photovoltaïque.

Le mauvais coup contre les statuts

Le problème est simple. Cette réorganisation s'accompagne d'un recul social que les 580 salariés du Sud, dont les 300 de Perpignan n'acceptent pas. Leur est ainsi imposé sans négociations un changement de convention collective qui les prive de la reconnaissance des qualifications acquises, avec une déclassification de technicien à ouvrier. Il les priverait aussi des mesures et des ajustements habituels concernant les minima sociaux. Surtout pour ceux, une centaine, transférés dans une nouvelle filiale Solutions 30 Power. « La manœuvre est grossière » a confié ainsi l'un des représentants syndicaux CGT de l'entreprise qui a ajouté « les mesures toucheraient aussi les règles de la représentation des salariés dans les organismes paritaires ». Là aussi, le futur est à renégocier. La grève a été suspendue 15 jours. Des négociations devraient s'ouvrir dans les jours qui viennent.

M. M.



© Michel Marc

En Català



El cinema de Ventura Pons

- El cinema català acaba de perdre un gran autor, el prolífic Ventura Pons, que deixa més de trenta films.

- El cinema sencer vols dir, no solament el català. És un cineasta reconegut per tot el món; que ha sigut convidat i de vegades premiat per els més grans festivals, de Canes fins a Hollywood.

- Mes per això sense deixar mai de promoure la llengua i la cultura catalanes: rodava els films gairebé sempre en català, i es negava al doblatge, preferint els subtítols si es projectava a l'estranger; haurà lluitat tota la vida per rodar els films, i també per salvar sales de cinemes, invertint els seus propis diners, venent la seva casa o les obres d'art que havia adquirit si calia.

- I no podem oblidar lo que ha fet per el nostre petit país nord-català; va ser ell que ens va contactar a Òmnium Cultural, enviant un missatge que deia "què fem pel cinema a Catalunya Nord?" I va ser lo que va engegar la programació de films catalans en el programa "cinemat": un cop el mes un film a tot el departament, Prats de Molló, Prada, Cabestany, Oveja, Tuïr... I ell va deixar els seus films, sense demanar res, fins i tot venint a presentar-los, recordo la primera vegada a Prats, en ple hivern...

- Primer havia sigut director de teatre, i després es va posar al cinema, per una banda adaptant obres de teatre o llibres de gent tant coneguda com Belbel, Monzó i altres, per una altra banda fent pel·lícules més personals, que podien ser "Ileugeres", "gran públic", com "El vicari d'Olot" que el va fer conèixer o centrades sobre temes socials que podien ser polèmics com el de la identitat sexual...

- L'última vegada que el vaig veure va ser l'estiu passat, a Prada, quan va proposar amb la seva gentilesa habitual de portar el seu últim film, a la UCE, on el vaig acompanyar.

- Suposo que la cosa va ser apreciada com cal oi?

- Home, cap dirigent va córrer per acollir-lo o oferir-li ni un veire d'aigua, però la gent ve ser molt contenta, ell també.

- El títol de aquest film no es "Be happy"?

- Això mateix.

C&C

Alénya

2023, un pays abîmé

Salle comble pour les vœux de la municipalité formulés par le maire Jean-André Magdalou.



© Raymonde Cathala

Après les remerciements d'usage et l'éloge du « *sens de la solidarité ancré dans la commune* », le maire a exprimé ses craintes pour 2024 face aux « *crises multiples qui secouent le monde* » : guerre en Ukraine, actes terroristes du Hamas contre des civils israéliens, population civile palestinienne prise en étau. Appelant à la vigilance face « *à ces logiques de haine et de guerre qui fracturent dangereusement le monde* ». L'édile s'inquiète aussi pour « *le climat et, dans notre département, de la situation hydrique. Nous sommes très loin des efforts colossaux qu'appelle la gravité de la situation et de l'urgence de remise à plat des logiques du capitalisme financier* ». Il fait ensuite une rétrospective des luttes et du « *climat inquiétant qui donne des ailes à ceux qui font du dénigrement de notre République et de ses principes, leur fond de commerce* ». Alertant, « *la France n'a jamais été aussi petite, rabougrie que lorsqu'elle ne se parle plus à elle-même et qu'elle ne raconte plus rien aux autres* », il résume « *notre pays a été très abîmé en 2023, notre démocratie affai-*

blie ». Citant le thème du congrès des maires - communes attaquées, République menacée - l'édile déplore « *les élus pris pour cible* », en quoi il voit « *une manifestation de la crise civique et démocratique du pays* » et sur « *l'affaiblissement des moyens d'actions des communes* ». Il s'offusque que « *sous couvert de lutter contre l'artificialisation des sols, les communes se voient dessaisies de leur développement* ». Localement, après une rétrospective des chantiers terminés avec « *près de 6 millions d'€ investis* », le maire informe que l'urgence santé impose un « *salariat des médecins et la mise en place d'un centre de santé* ». Évoquant le travail commun avec la communauté de communes Sud Roussillon, il garantit à la population « *une continuité de la distribution et une gestion durable de la ressource en eau* ». Après énumération des grands projets (Ecoiffier, bergerie, ...) dans le respect de la charte des communes, il conclut par la citation : « *on peut toujours construire quelque chose de beau avec les pierres qui entravent le chemin* ».

Ray Cathala



© Raymonde Cathala

Discours de Jean-André Magdalou.

Solidarité

¡Cuba sí !

Une fin de semaine sous les couleurs cubaines et la solidarité pour le peuple cubain entre Alénia et Perpignan.



Exposition Cuba à Perpignan.

Comme annoncé depuis plusieurs jours, le Consulat itinérant de l'ambassade de Cuba a élu domicile, l'espace d'une journée, à Perpignan, ce samedi 13 janvier. Une fois encore, l'association Cuba Coopération 66 se pose comme grande organisatrice de cette journée en faveur du peuple cubain. Si toute la journée a été ouverte pour une collecte de médicaments, le point culminant s'est articulé lors du déjeuner cubain. La fédération départementale des Pyrénées-Orientales du Parti communiste français quant à elle, se présentait comme support de l'opération dans le prêt de la salle ainsi que dans l'organisation d'une soirée musicale de soutien.

L'accueil à Alénia

C'est d'abord la ville d'Alénia, le vendredi 12 en soirée, représentée par son premier magistrat, Jean-André Magadalou, qui a organisé une réception en l'honneur de Yusnery Rojas Sánchez, Consule de la République de Cuba. En effet, la cité illibérienne, se pose comme une référence, puisque quelle organise en parfaite collaboration avec l'association Cuba Coopération 66 le festival « *latino cubain - Cienfuegos* » depuis 2020. Le maire a rappelé, avec la sincérité qu'on lui connaît, la joie d'accueillir cet événement sans oublier de retracer l'historique de la ville dans une brève visite de l'espace Ecoiffier.

La journée cubaine

Une chose est certaine : Yusnery Rojas Sánchez et Jazminia Anyl Moreno Arango se sont démenées pour leur mission, en ne s'accordant qu'une petite pause pour le repas. Sont venus ensuite le discours officiel d'Olivier Patrouix Gracia, représentant le PCF66 pour l'occasion et celui d'Antoine Navarro, secrétaire général de l'association Cuba Coopération 66. Exercice de style linguistique pour le co-secrétaire du Parti communiste qui a prononcé son allocution en langue espagnole tout à l'honneur de madame la Consule : « ... *Votre présence nous rappelle l'importance de la solidarité internationale et la nécessité de poursuivre la lutte pour un monde plus équitable...* ». Quant au représentant de l'association organisatrice, Antoine Navarro, il a remercié l'ensemble des bénévoles de l'association qui a permis l'organisation sans faille de cette journée et de ce fait éviter aux Cubain(e)s et aux Français(es) des démarches administratives parisiennes. C'est madame la Consule qui a offert ses derniers mots à l'ensemble des personnes présentes pour les remercier pour



Réception à Alénia.

l'organisation, l'accueil, et leur solidarité pour le peuple cubain.

La nuit tombée et après une courte formation « *cocktail* » auprès de leurs aînées, ce sont les jeunes du Mouvement des jeunes communistes des P.-O. (MJCF66), qui ont concocté les mojitos nécessaires à la soirée musicale organisée par le PCF66. Encore une fois, les ponts entre collectifs, ont permis de collecter dans le respect du périmètre de chacun, des médicaments, du matériel paramédical et des fonds qui seront acheminés au peuple cubain. Cette fin de semaine « *caribéenne* » apparaît comme sans appel, tant sur le plan organisationnel que sur le plan humanitaire, chaque responsable se donne rendez-vous l'année prochaine.

Joëlle Allemand



De g à d : Yusnery Rojas Sánchez, Olivier Patrouix Gracia, Antoine Navarro et Jazminia Anyl Moreno Arango.



DE 1 A 8 PLACES - Toutes distances

AMBULANCE - VSL

24/24h



66310 ESTAGEL



04 68 29 00 34

USAP

L'USAP fâchée avec la Challenge Cup

Les Catalans s'inclinent chez les Ospreys (25-3).

Même si cette équipe de Swansea renfermait dans ses rangs pas moins de sept internationaux gallois, les Catalans étaient partis avec la ferme intention de « faire quelque chose ». Mais quoi en fait ?

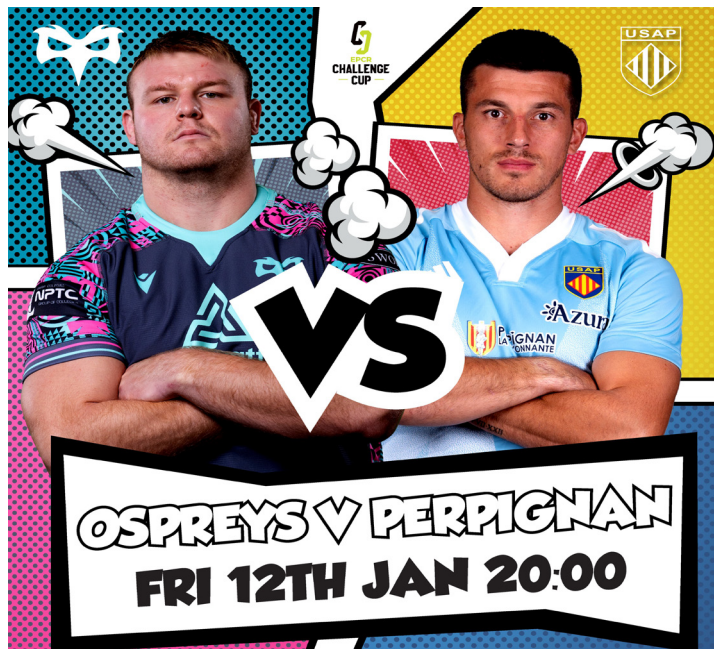
Une USAP trop mixte

Pour l'emporter au Pays de Galles, il eut déjà fallu que les sang et or évoluent au complet lors de ce déplacement. Or pas moins de treize joueurs titulaires avaient été laissés au repos, voire épargnés pour éviter d'éventuelles blessures. Jouer la Cup c'est bien, mais avoir en point de mire le Top 14 et en particulier le prochain match à Lyon c'est tout de même délicat et le choix peut, dans ce cas, être déterminant. Il fallait gagner pour garder un espoir de qualification et empocher quelques centaines de milliers d'euros attribués aux équipes qualifiées pour les huitièmes de finale de cette compétition. L'USAP avait perdu les deux premiers matchs et il était, dès lors, très difficile de redresser la barre, même si une victoire chez les Ospreys aurait pu relancer les Catalans.

Des Gallois peu impressionnants

D'aucuns penseront qu'une équipe de l'USAP au complet aurait pu faire toucher les épaules aux locaux tellement la première mi-temps fut incécise jusqu'à la trente cinquième minute. Une bonne défense de l'USAP, mais surtout des Catalans qui surent se créer des occasions et qui, à trois reprises, auraient mérité de pénétrer dans l'enbut gallois. Des fautes de main lors de la conclusion et un essai refusé à Shahn Eru on ne sait pourquoi. Ah oui ! L'arbitre Sudaf avait déjà choisi son camp... Et si les sang et or avaient viré en tête à la pause personne n'aurait crié au scandale. Par contre dès l'entame de la seconde période les lacunes des seconds couteaux catalans éclatèrent au grand jour. L'USAP n'a pas deux équipes de même valeur et certains remplaçants ont un niveau que n'accepteraient pas certains clubs de Pro D2. Si, de plus, lorsque certains titulaires présents semblent marquer le pas sur ce genre de match ou manquer de concentration, il est alors aisé de comprendre que la seconde mi-temps devient des plus pénibles pour certains joueurs à qui il tarde visiblement de rejoindre le vestiaire pour se réchauffer un peu.

Exit la Coupe Mickey et ses stades lugubrement vides. Mais étant donnée la situation encore très instable de l'USAP en Top 14, ne vaut-il pas



mieux que cette compétition ait été reléguée au second plan ? Sur les trois matchs déjà joués l'USAP n'a inscrit... qu'un seul essai. Preuve que le cœur n'y est pas ! Actuellement le club doyen ne peut pas mener de front deux compétitions. Il reste à recevoir les Anglais de Newcastle. Que sera ce match à six jours du déplacement importantissime à Lyon en Top 14 ? Quelle équipe va aligner le manager Franck Azéma sachant que, pour certains titulaires, il sera nécessaire de retrouver du rythme ? Doit-on intégrer dans l'équipe des joueurs Espoirs alors que dans leur championnat ils sont, eux aussi, obligés de resserrer les rangs étant donnée leur position inconfortable au classement ? Autant de questions embarrassantes pour un match sans enjeu qui ne devrait pas attirer les foules dimanche à quatorze heures.

Cap sur Lyon pour le dernier week-end de janvier !

Fins aviat

Jo Solatges

Mon ami le « Rose »



On est bien peu de chose et mon ami le « Rose » est mort ce matin...

Impossible de boucler cette édition sans rendre hommage à Cédric Rosalen, ancien joueur de l'USAP lors de la saison 2007-2008, trop rapidement emporté par une embolie pulmonaire à l'âge de quarante-trois ans.

Quiconque eut la chance de le croiser n'oubliera jamais qu'il a rencontré une personne que l'on ne pouvait pas ne pas aimer. Un super gars, un mec solaire dont la gentillesse ne laissait pas indifférent. Il était hyper simple le « Rose » comme le surnommaient tous ceux qui le côtoyaient. Il était l'incarnation de toutes les valeurs du ballon ovale et même plus.

Ce ballon qu'il savait si bien expédier entre les poteaux quelle que soit sa position sur le terrain. Un buteur hors pair, mais surtout une super personne. Adéu Cédric !

J. S.

Film

Tout ce qu'il me reste de la Révolution

Petite pluie pour sol aride, courant d'air pour atmosphère étouffante, le film de Judith Davis, Tout ce qu'il me reste de la Révolution, sorti en 2018 est diffusé sur la plate-forme France-tv.

Le film Tout ce qu'il me reste de la Révolution tire ses origines d'une pièce écrite par la compagnie de théâtre L'avantage du doute, qui assure de manière collective l'écriture, le jeu et la mise en scène, s'est penché sur le sujet de Mai 68. Judith Davis, membre de la troupe et réalisatrice du film, a décidé de prolonger la démarche collective initiale en mettant en avant l'ambivalence du fantasme Mai 68 et en revendiquant le besoin de tourner la page pour agir.

« - Pourquoi on vit comme on vit, pourquoi on fait certains choix ; c'est dingue ! On n peut plus la poser, la question du pourquoi ? - Ben non on ne peut plus la poser ! - Et pourquoi ? »

Le personnage d'Angèle, incarné par Judith Davis, joue le rôle de fil conducteur. À travers son quotidien d'urbaniste et de militante, son histoire familiale et ses rencontres, c'est toute une collecte et un partage de questions et de réflexions qui s'opèrent avec ses contemporains : qu'est-ce que l'héritage de Mai 68 ? De quoi sommes-nous sûrs aujourd'hui ? Peut-on créer des nouveaux moyens de dire et d'agir ? Comment se rassembler, collectiviser et réinventer la cité ?

« Être viré du jour au lendemain par des patrons de gauche, ça s'appelle des raisons concrètes d'être en colère ; je suis pas en train de faire une déprime parce que j'ai pas mis d'après-shampoing. »

Placé à la colère comme moyen d'expression ! Judith Davis nous invite à regarder ces colères trop souvent refoulées et à nous réunir pour les exprimer et nous réapproprier les mots qui nous



sont confisqués. Et ça ne se fait pas sans pointes d'humour, précieuses respirations et occasions de poser à nouveau, l'air de rien, des questions fondamentales.

Le film est un stimulant appel aux initiatives, au rassemblement et à l'action, qui même à toute petite échelle, nous permettent de vivre un présent volontaire, libre et joyeux.

Céline

Lien, disponible jusqu'au 31/03/2024 : <https://www.france.tv/films/5400048-tout-ce-qu-il-me-reste-de-la-revolution.html>.

Où sortir ?

Perpignan

Institut Jean Vigo | Mardi 23 janvier à 19h | Projection - **Ashkal, l'enquête de Tunis** | 6€/réduit 5€.
 Archipel | Dimanche 21 janvier à 18h | Concert - **Orchestre National du Capitole de Toulouse** | De 12€ à 30€. Jeudi 25 à 19h et vendredi 26 à 20h30 | Spectacle de danse - **Stéréo** | De 14€ à 35€.
 Palais des congrès | Mardi 23 janvier à 20h30 | **Hors-piste** - Martin Fourcade, enfant prodige du pays catalan, est là où nul ne l'attend ! | 35€ / abonnés Archipel : 32€ / groupes à partir de 12 personnes : 25€ Placement libre. Mercredi 24 janvier à 20h30 | **Joséphine baker - the musical** ! - spectacle Boitaclou | 42€.
 Conservatoire | Mercredi 24 janvier à 18h30 | Spectacle - **Knock** | Gratuit. Mercredi 24 janvier à 19h | **Le Jam acoustique** | Gratuit.
 Palais consulaire CCI Perpignan | Mardi 23 janvier à 18h30 | Saison Jazzèbre- mardi jazz - **Chocho Cannelle** | Places en vente à l'office de Tourisme de Perpignan.
 La casa musicale | Samedi 20 janvier De 15h à 18h et de 20h30 à 00h00 | **Happy Battle 2024** | Gratuit.

Banyuls-sur-Mer

Salle Novelty | Dimanche 21 janvier à 17h | Théâtre - **Les portes** par la Compagnie Turrut, auteur François Noëll. | 8€.

Canet-en-Roussillon

Théâtre Jean Piat | Samedi 27 janvier à 20h30 | Théâtre - **Identité** - mise en scène Karim Arrim | 15€/ réduit 10€.

Port-Vendres

Cinéma Le Vauban | Mardi 23 janvier à 18h | 27^e Festival de cinéma 2024 Maghreb Si Loin ... Si Proche - **Là où tout se joue** de Julie Chauvin : un documentaire - à 20h45 | **La mère de tous les mensonges** en présence d'Asmae El Moudir, jeune réalisatrice marocaine. | 5, 50€. 4€ abonnés.

Prades

Théâtre des quatre saisons | Dimanche 21 janvier à 17h | Théâtre - **Les sœurs viaduct** | Gratuit.

Saint-Laurent-de-la-Salanque

Salle Salanque | Samedi 20 janvier à 20h30 | **Mon village invite l'humour** - festival d'humour.

Thuir

Théâtre des Aspès | Samedi 20 janvier à 20h30 | Théâtre gestuel, sans paroles - **N'importe quoi**.

Suivez-nous**Alénya****Concert du nouvel an**

L'orchestre symphonique Alénya-Roussillon (OSAR) et son chef Bernard Salles donnaient, samedi 13 janvier dernier, son concert du nouvel an devant une salle comble. Au programme de cette soirée très viennoise, Suppé, Massenet, J. Strauss, Sullivan, Bizet et Tchaïkovski.

Archipel

Splendeurs contrastées

L'Orchestre national du Capitole de Toulouse sous la baguette inspirée de Kazuki Yamada et deux solistes virtuoses pour le concert du nouvel an.

Pour la reprise de saison, l'Archipel a fait fort avec un Grenat comble recevant l'Orchestre national du Capitole de Toulouse et son chef invité Kazuki Yamada. Un concert du nouvel an dédié à des œuvres de compositeurs du XIX^e siècle, Fauré, Bartók, Saint-Saëns. Pas forcément un choix de facilité, plutôt d'intelligence et d'ouverture. De Fauré, *Masques et bergamasques*, suite d'orchestre op 112, un moment de douceur, une mise en train pour le gigantesque ensemble de musiciens. Puis le Concerto pour alto de Béla Bartók, là, on entre dans le dur avec une œuvre composée par un Bartók en phase terminale d'une leucémie, œuvre laissée inachevée. La tonalité sombre et dramatique (funèbre ?) domine, les accents déchirants, les zébrures de l'alto, violentes et répétées, la vivacité des dialogues qui se nouent entre les différents instruments font de l'écoute un

moment intense et émouvant. L'occasion de découvrir Timothy Ridout, jeune altiste britannique d'une virtuosité ébouriffante et la direction précise et impétueuse de Kazuki Yamada. Un chef qui semble pétri de bienveillance et d'empathie à l'égard de ses musiciens. En retour ces derniers donnent le meilleur, décidément cet orchestre en a sous la semelle ! Avec la *Symphonie n° 3* avec orgue de Camille Saint-Saëns, le concert s'achevait en feu d'artifice. Une œuvre aux multiples couleurs, d'une folle exubérance, elle embarque le public dans un voyage à rebondissements que ponctuaient judicieusement les interventions de l'orgue tenu par le grand Michel Bouvard, titulaire de l'orgue de Saint-Sernin de Toulouse. Cette soirée de haute tenue se terminait dans le hall du théâtre avec dégustation de galette et vin blanc.

N. G.



Kazuki Yamada

© Marco Borggreve

Création

Dominique et Jean Pouech exposent leurs œuvres

Les deux artistes nous font partager leur passion, l'une pour la sculpture en fil de fer et bois, l'autre pour la photographie. Entretien.

Dominique Pouech

J'ai toujours eu envie de travailler avec mes mains, créer des objets sortis tout droit de mon imagination. J'aime travailler les matières, partir de rien, les façonner, les modeler au fil de mes envies et de mes idées. J'ai autant de plaisir à imaginer, à réfléchir aux formes, aux mouvements, aux matières que je vais utiliser pour mes créations qu'à la partie qui concerne la conception. Créer fait partie de ma vie, c'est ma bouffée d'oxygène. Ces derniers temps, je me suis particulièrement intéressée au fil de fer, j'aime cette matière souple et rigide à la fois que je dois dompter pour la rendre harmonieuse.

Mes créations, faites de fil de fer et de bois sont des personnages que j'imagine en mouvement comme s'ils pouvaient ressentir des émotions, et je recherche pour les animer des lignes simples et pures qui leur donnent de la légèreté.

Jean Pouech

Tout simplement passionné de photographies, j'ai posé mon objectif sur cette vieille vigne magnifique qui, malheureusement, n'existe plus de la commune de Villeneuve de la Raho.

J'ai mis mon imaginaire de photographe et mes cadrages non-conventionnels, en découvrant lors de ma promenade des animaux légendaires.

Mon souhait le plus cher est de vous procurer autant d'émotion que j'ai pu ressentir pendant l'instant magique de la prise de vue de cette vieille vigne qui faisait partie de notre patrimoine catalan. Bon voyage visuel.

Propos recueillis par Corinne Coquet



Domi & Jean

"REGARDS"

Sculptures en fil de fer et Photographies

Exposition du 8 janvier au 12 février 2024

au Catalogne Café, 56 Bd Clémenceau à Perpignan



Dominique et Jean Pouech.

Gouvernement

Les bruits d'un remaniement

Fin du suspense. La liste des quatorze ministres de la nouvelle équipe gouvernementale a été annoncée jeudi 11 janvier dernier.

Ainsi donc en a voulu Emmanuel II, son prochain gouvernement sera présidé par Gabriel Attal, il sera composé selon ses volontés de ministres dociles, les petits récalcitrants de la loi « Immigration » ont été éliminés. Il est à droite, il l'était déjà, il le sera un peu plus. Et il promet à la culture une nouvelle transfuge des Républicains, Rachida Dati qui, après avoir violemment critiqué ses petits copains républicains qui étaient partis chez Macron, fait pareil. Une nouvelle trahison... pour se mettre au service de la culture (bien sûr). C'est une prise et aussi une surprise dont Macron semble très fier et qui le rapproche de celui que Rachida avait servi aveuglément, Sarkozy.

« Nécessité ?

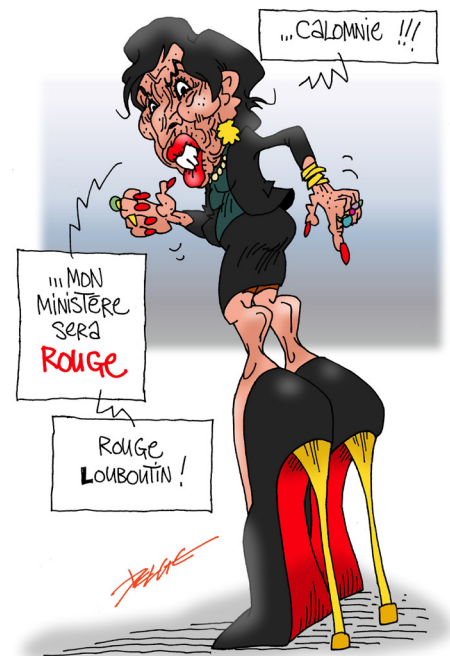
Était-ce une nécessité ? Un gouvernement pour impulser une politique plus sociale ? Oh que non ! C'est un gouvernement pour occuper les esprits, les médias. Sans doute aussi un peu pour resserrer les boulons avant les élections européennes, et tenter de limiter la casse par rapport au Rassemblement national que les sondeurs et les sondés semblent plébisciter et qui ont choisi avec Bardella la carte de la

jeunesse. Alors le Macron nous fait le coup du plus jeune Premier ministre de notre histoire, comme si la jeunesse était un passe-partout magique. Attal est très jeune certes, il a sans doute du talent, de l'habileté.

Mais une fois les effluves de la transition passées et les propos doucereux des commentateurs patentés entendus jusqu'à satiété, la vraie vie va revenir à la vitesse grand V, et perturber un paysage qui rejette les politiques mises en œuvre, les politiques sociales, comme celles qui concernent les services publics, la santé, l'école, la démocratie, les droits. Le 21 janvier, c'est la loi « Immigration », le 2 février, c'est l'Ecole et ça continuera, dans les rues. Sur un fond de politique économique qui laisse les prix augmenter, le chômage se pérenniser... dans un contexte international des plus tendus. Les membres de l'équipe d'Attal, choisis par Macron feront ce qu'on leur dira de faire, ils ne sont pas là pour autre chose et surtout pas pour quelque peu, même à la marge, améliorer nos vies. « *Beaucoup de bruit pour rien* », aurait dit un grand auteur.

Jean-Marie Philibert

Dati à la Culture : à droite toute !



Salaires

Nouveau coup de rabet sur le pouvoir d'achat des salariés

Un nouveau venu sur le bulletin de salaire : le montant net social (MNS) qui n'est pas sans conséquences pour les salariés.

Quand il s'agit de s'en prendre aux revenus des salariés et des plus précaires, ce pouvoir ne manque pas d'organisation et de planification de ses dispositifs. Le dernier en date s'appelle le montant social net (MSN). Il est apparu sur les bulletins de salaires en juillet 2023 discrètement, juste une ligne au-dessus du « net à payer avant impôt ».

Il permet de comptabiliser des éléments facultatifs qui pouvaient passer au travers des mailles du filet fiscal, comme les avantages en nature pour la nourriture, les titres restaurants. Ou bien encore les contributions prévoyance et

retraite supplémentaires pour leur part employeur et salarié. C'est dorénavant cette ligne qui devra être reportée sur les déclarations de ressources servant au calcul d'allocations diverses versées par la CAF.

Les conséquences du MNS

Ainsi, au fur et à mesure des renouvellements de déclarations des ressources par les allocataires ou de récupération automatique de celles-ci par la CAF auprès du service fiscal, les salariés et allocataires, percevant la prime d'activité ou un RSA partiel, vont voir mécaniquement certaines alloca-

tions ou primes baisser lorsque le MSN sera supérieur au salaire net autrefois déclaré.

La Macronie appelle cela « *une mesure de simplification en vue du versement automatique des aides sociales* » en attendant d'autres mauvais coups en préparation sous ce vocable.

Dans les Pyrénées-Orientales plusieurs dizaines de milliers de personnes sont potentiellement concernées. Il serait utile et instructif que la transparence s'applique sur les conséquences de l'application de ce dispositif et que la CAF des P.-O. communique le nombre d'allocataires impactés et le montant des pertes de res-

sources qui s'en suivent.

Quant à l'évasion fiscale, pas de mesure sérieuse à l'horizon et pour les plus fortunés le plafonnement du prélèvement fiscal est toujours en place, alors que la distribution des dividendes prélevés sur le travail explose.

Quant à la fraude fiscale, 80 milliards annuel pas de mesure sérieuse à l'horizon pour les récupérer et pour les plus fortunés le plafonnement du prélèvement fiscal est toujours en place, alors que la distribution des dividendes (à nouveau 80 milliards en 2022) prélevés sur le travail explose.

Michel Coronas

Discriminations

Selon que vous serez Blanc ou Noir, homme ou femme...

L'enquête menée dans les services d'urgence de mi juillet à mi-août 2023 en Europe francophone a révélé des discriminations sexistes et ethniques dans l'évaluation de l'urgence vitale.

On savait déjà les urgences en piteux état - qu'on se souvienne les dizaines de brancards faisant la queue devant l'entrée des urgences de Perpignan le 30 septembre dernier-. L'enquête* réalisée à l'initiative du Dr Xavier Bobbia, urgentiste au CHU de Montpellier, n'est pas faite pour rassurer.

Parti d'un constat empirique, reconnu par beaucoup de soignants, l'étude avait pour but d'évaluer les disparités selon le genre et l'ethnie dans l'appréciation de l'urgence vitale. 1 563 médecins et infirmiers urgentistes en France, en Suisse, en Belgique et à Monaco ont été soumis à un questionnaire, sans qu'ils connaissent le but de l'étude. On leur a présenté huit visuels de malades présentant une douleur thoracique, quatre hommes et quatre

femmes, dans la même attitude -main sur la poitrine- et les mêmes vêtements, mais issues d'ethnies différentes : asiatiques, blancs, maghrébins et noirs. Il s'agissait pour eux d'évaluer l'intensité de la douleur et l'urgence vitale sur une échelle de 1 à 5 (1 : maximale nécessitant une intervention d'urgence ; 5 : urgence relative pouvant attendre deux heures).

Des constats qui interpellent

Les résultats sont sans appel. Sur les patients jugés en urgence vitale, 62% sont des hommes, 49% des femmes. Même discrimination concernant les ethnies : ont été déclarés en urgence vitale 61% des Maghrébins, 58% des Blancs, 55% des Asiatiques et 47% des Noirs. En croisant les données 63% des hommes blancs ont été classés en urgence vi-

tale contre 42% des femmes noires.

Si cette tendance ne surprend pas les personnels médicaux, elle interroge cependant sur l'emprise, inconsciente, des préjugés sexistes et ethniques de notre société. Pour Xavier Bobbia, il faut d'abord que les soignants en soient conscients. Et pour éviter les biais discriminatoires, il préconise d'établir des échelles de triage objectif à l'entrée des urgences et pour ce faire utiliser l'intelligence artificielle.

Encore faudrait-il que ceux qui la programment soient exempts de préjugés. L'étude qui reste à faire consisterait à comprendre les mécanismes qui conduisent aux préjugés sexistes et ethniques si on veut les éradiquer. Vaste programme !

Anne-Marie Delcamp

*in : do emergency medicine health

Pouvoir d'achat

Gabriel Attal va-t-il augmenter les factures d'électricité ?

Le nouveau Premier ministre doit rapidement fixer le tarif réglementé de l'électricité qui s'appliquera au 1^{er} février. Va-t-il appliquer les +10 % prévus par le gouvernement Borne ?

« Notre décision est de faire en sorte qu'au 1^{er} février 2024 », ce tarif « n'augmente pas de plus de 10 % », avait déclaré, la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, en novembre dernier. Soit une hausse quatre fois supérieure à celle de l'inflation qui devrait atteindre les 2,5 % cette année. La Commission de régulation de l'énergie a rendu son calcul : « Au 1^{er} février 2024, avant la prise en compte de la fiscalité, le niveau moyen des tarifs réglementés baisse de -0,35 %. Les prix sur les marchés ont beaucoup baissé en 2023 » a expliqué Emmanuelle Wargon, présidente de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), le gendarme de l'énergie.

Décision gouvernementale

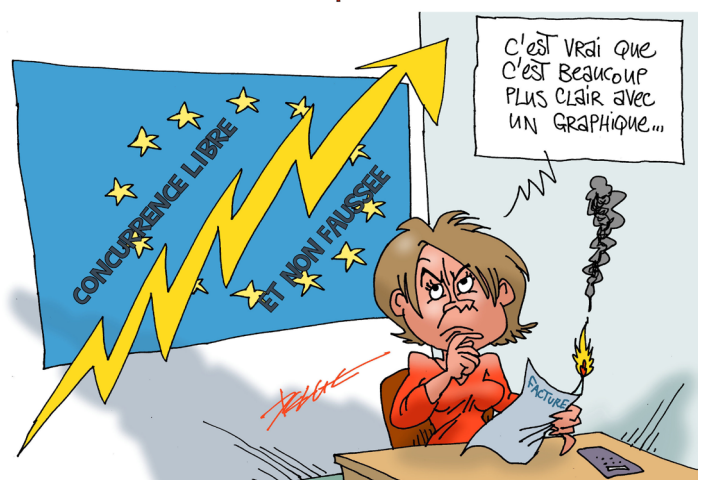
Dès lors, le prix défini sur la facture est « une décision gouvernementale », a martelé Emmanuelle Wargon. De fait, le précédent gouvernement envisageait de tirer profit de la fin du bouclier tarifaire pour augmenter la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité. Dans la loi de finances 2024, le niveau du plafond de la taxe est désormais fixé à 22,54 euros le MWh. La conséquence est claire. Cette augmentation implique une « hausse du tarif régulé de vente de l'électricité de 10 % ».

« Cette hausse brutale s'ajoute à celles des produits alimentaires », dénonce l'UFC Que Choisir. Cette augmentation est d'autant plus injuste qu'elle va s'appliquer de la même manière à l'ensemble des ménages. « Pour un ménage moyen qui payait un an plus tôt 1 600 euros, la facture augmentera de plus de 600 euros pour atteindre 2 230 euros. Le gouvernement fait comme si le prix actuel de l'électricité est revenu à la nor-

male, alors qu'il est anormalement élevé ». L'an dernier, le prix a déjà progressé de 25 %. De plus, analyse l'association de défense du pouvoir d'achat, « le tarif de l'électricité est basé sur les marchés internationaux qui sont indexés sur le prix du gaz. Si bien que les consommateurs ne bénéficient pas de la compétitivité des prix de production de l'électricité française ».

Jacques Pumaréda

Nouvelle flambée des prix de l'électricité ?



Israël-Palestine

Plainte pour génocide



L'Afrique du Sud a déposé plainte contre Israël pour « génocide » en Palestine, auprès de la Cour internationale de Justice, organe juridique des Nations Unies.

À la fin du triste trimestre de bombardements en Palestine, des pays s'élèvent à l'échelle planétaire pour mettre fin juridiquement à la destruction de Gaza. C'est une voix symbolique que porte ici l'Afrique du Sud, pays de l'ancien apartheid mais aussi patrie de Nelson Mandela. Après le dépôt de la plainte du 29 décembre 2023 et une résolution adoptée à 87 voix contre 26 (et 53 abstentions dont celle de la France), le jeudi 11 janvier 2024 s'ouvrait l'examen de l'accusation et des « mesures conservatoires » demandées par l'Afrique du Sud (Pretoria).

Une audience historique

Le bilan des victimes a été rappelé lors de l'audience : Le 7 octobre 2023, le traumatique attentat du Hamas a causé 1 200 morts majoritairement israéliens et 250 personnes ont été prises en otages. Depuis quatorze semaines, la réponse déclarée « défensive »

par Israël a causé plus de 23000 morts palestiniens, soit 247 morts par jour, dont 47 mères et 117 enfants, et 7000 disparus présument ensevelis sous les décombres. Parmi les rescapés, nombreux sont les civils mutilés (une dizaine d'enfants amputés tous les jours). L'attaque a également causé la destruction de la majeure partie des infrastructures, des habitations, des hôpitaux, des écoles et des lieux de culte, engendrant le déplacement, sans autre échappatoire, de 1,3 million de personnes dans l'enclave gazaoui. À cet insupportable bilan autant humain que matériel, s'ajoute la dénonciation, avec preuves à l'appui, des déclarations déshumanisantes proférées par le gouvernement israélien et par des soldats israéliens. Pour Pretoria, il n'y a pas de doute sur la volonté du gouvernement d'extrême droite d'anéantir tous les Gazaouis. Pretoria rappelle que depuis la signature de la Convention de 1948 sur le génocide, par les pays membres de l'ONU, dont fait partie Israël,

Gaza : l'Afrique du Sud veut faire condamner Israël pour génocide



« l'interdiction du génocide est une règle de droit absolue qui s'impose à tous ». En attendant que le dossier soit analysé, étayé et débattu lors des prochaines semaines, voire des prochaines années, Pretoria demande que soient mises en application, de toute urgence, les mesures « conservatoires » et de mise en sécurité des Palestiniens : stopper les bombardements, satisfaire les

besoins de première nécessité, dont les accès à l'eau et à l'aide d'urgence, pour éviter un désastre humanitaire. Après l'accusation, la parole est désormais donnée à la défense, qui pour une fois, se retrouvant sur le territoire international de la justice, se doit de justifier ses actes.

Céline

- annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales -

Dénomination sociale : BE FIDUCIE
Forme : SASU
Siège social : 04 Rue Mouroye
66410 VILLELONGUE DE LA SALANQUE
Capital : 500 Euros
SIREN : 819.800.913
RCS : Perpignan

Aux termes d'une Assemblée Générale en date du 30 Juin 2023, il a été approuvé les comptes définitifs de la liquidation, donné quitus au liquidateur Mr LERAY Jean-Pierre demeurant 04 Rue Mouroye 66410 Villelongue de la Salanque, pour sa gestion et le décharge de son mandat, prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du jour de ladite assemblée générale.

Radiation au RCS de Perpignan
Pour avis et mention.

Maître Julien TOUSSAINT, Notaire
81 AVENUE MARECHAL JOFFRE
66120 FONT ROMEU

MODIFICATION

SARL BLUE ICE
SARL au capital de 5.220€
Siège social : 4 avenue de la Méditerranée
66140 CANET EN ROUSSILLON
R.C.S. PERPIGNAN 434280541

Aux termes de l'AGE du 30 OCTOBRE 2023, il a été décidé de diminuer le capital social d'une somme de 2.420 € pour le porter de 7.640€ à 5.220 € par une réduction non motivée par des pertes à compter du 30 octobre 2023. Mme Liza SABIN épouse PICCIO associée et co-gérante est retirée de la société et a démissionné de ses fonctions de co-gérante à compter du 30 OCTOBRE 2023.

L'article 7 (capital social) et 16 (nomination des gérants) des statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention en sera faite au R.C.S. de PERPIGNAN.

Maître Julien TOUSSAINT, Notaire
81 AVENUE MARECHAL JOFFRE
66120 FONT ROMEU

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Aude POIRIER-XABE, Notaire associé de la Société d'exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée « Office Notarial Cerdagne-Capcir », titulaire d'un Office Notarial à FONT-ROMEU-ODEILLO-VIA (Pyrénées-Orientales), 81 Avenue Maréchal Joffre, CRPCEN 66051, le 20 décembre 2023, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Jean-Paul Antoine Daniel FELIP, Médecin généraliste, et Madame Laure Bernadette Germaine MICHOLET, sans profession, demeurant ensemble à RIVESALTES (66600) 1 rue Général Estirach.

Monsieur est né à PRADES (66500) le 9 août 1948, Madame est née à TOULOUSE (31000) le 5 octobre 1953. Mariés à la mairie de TOULOUSE (31000) le 23 février 1974 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française. Madame est de nationalité française. Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet. Pour insertion

Le notaire.

Oueda-Castera ou comment une ministre peut s'autodétruire en 24 heures

Parmi les ministres attendus, il y avait bien sûr celui ou celle qui devait succéder à Gabriel Attal, ex de l'Éducation nationale, promu chef du gouvernement. D'autant que les médias l'avaient trouvé réactif, attentif aux problèmes de l'institution. Il avait une bonne image, même si ses positions penchaient fortement sur une vision passiviste de l'école dont les réactionnaires de tous poils le voyaient en défenseur, en régénérateur. Dans les établissements scolaires, les défauts de l'armure étaient bien vite apparus au point qu'une grève est dans le paysage pour le 1^{er} février.

Une copine

Pour lui succéder, Macron a fait appel à une copine de l'ENA, Amélie Oueda-Castera, riche comme Crésus, ex tennismen, qui a été ensuite directrice de la fédération de tennis et qui était déjà au gouvernement de Borne en tant que ministre des Sports et des J.O., elle hérite donc en plus de l'Éducation nationale. Dans sa carrière de fonctionnaire, elle a intégré la Cour des Comptes dont elle démissionne en 2018. Elle oriente sa carrière vers le privé et s'occupe du tennis. Déjà le goût du privé et sans doute des sous qui vont avec. Mais l'ambition politique la conduit à entrer au gouvernement Borne. Puis à sauter dans l'équipe Attal et à se retrouver promue à un super ministère où elle va s'occuper de l'école, du sport et des J.O.

Et là patatrac !

Elle parle... Lors d'un premier déplacement sur le terrain avec Attal, elle est questionnée par des journalistes sur la scolarisation de ses trois fils à Stanislas, un établissement privé et élitiste de la capitale. Elle parle pour tenter de se justifier et ne trouve rien d'autre à dire que, quand leur fils était dans le public il y avait des « *paquets d'heures non remplacées* ». Et d'ajouter : « *À un moment, on en a eu marre, comme des centaines de milliers de familles qui ont fait le choix d'aller chercher une solution différente...* »

Le tollé

Et de provoquer un tollé chez les défenseurs de l'École publique dont elle est devenue ministre. « *Mépris... provocation...* », les critiques déferlent sur Amélie Oueda-Castera qui finit par transmettre une déclara-

tion où elle assure regretter ses propos. Sans véritablement s'excuser. Et surtout sans se souvenir qu'elle a dit un énorme mensonge parce que celle qui fut l'institutrice de son fils dans le public rappelle que, pendant la scolarité du rejeton, elle n'a pas été absente : les parents l'avaient changé d'établissement car ils souhaitaient le faire passer en moyenne section de maternelle et qu'elle avait refusé.

Stanislas est surtout un établissement catholique scolaire d'un autre temps, mis en lumière par les propos de la nouvelle ministre : Médiapart juge « *son univers sexiste, homophobe et autoritaire* ». Un ministre précédent avait lancé une enquête administrative.

En s'enfermant, la ministre cherchait donc à cacher ses priorités familiales, à dire qu'elle aimait bien peu une École publique dont elle avait désormais la responsabilité, sans véritablement prendre conscience que de tels propos sont une offense aux fonctionnaires de l'enseignement public, une remise en cause d'un enseignement de haut niveau pour tous, une attaque pour tous les démocrates qui l'ont fondée, promue, défendue. La République est attaquée dans ses fondements par celle qui est chargée de la défendre. Il lui reste la porte...

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par **DELGE**

Le Maghreb au cinéma à Cabestany

